

Avec M. Ouattara, la France retrouve un rôle de premier plan en Côte d'Ivoire

Nicolas Sarkozy devait assister, le 21 mai, à l'investiture du président ivoirien, dont il est proche

Abidjan (Côte d'Ivoire)
Envoyé spécial

Son passage à Abidjan et à Yamoussoukro sera très bref mais d'une portée symbolique inversement proportionnelle. Nicolas Sarkozy était attendu, samedi 21 mai, en Côte d'Ivoire afin d'assister à l'investiture de son « ami », le nouveau président ivoirien Alassane Ouattara. Ce séjour éclair – inimaginable il y a six mois encore – est la première visite officielle d'un président français dans cette ancienne colonie française et première puissance économique de l'Afrique de l'Ouest depuis celle de Jacques Chirac en juillet 1995. Elle semble marquer un tournant sur la voie de l'amélioration des relations tumultueuses entre les deux pays.

Il y a un mois et demi, l'ancien chef de l'Etat ivoirien Laurent Gbagbo était arrêté par les soldats d'Alassane Ouattara grâce à l'intervention de militaires français. Samedi, la question de la présence militaire française sera au centre des entretiens entre le président français et son homologue ivoirien. Le stationnement des quelque 700 soldats et officiers de l'ex 43^e bataillon d'infanterie de marine (BIMA) sur la base abidjanaise de Port-Bouët semblait pourtant condamné à prendre fin.

L'une des raisons de ce départ programmé est à chercher à Paris pour des motifs à la fois diplomati-

ques et budgétaires. En 2008 au Cap, en Afrique du Sud, M. Sarkozy annonçait que « la France n'a pas vocation à maintenir indéfiniment des forces armées en Afrique ». La même année, le Livre blanc sur la défense limitait à deux le nombre de bases permanentes en Afrique : Libreville, au Gabon, et Djibouti, ainsi qu'une présence allégée dans la capitale du Sénégal. La force Licorne du 43^e BIMA à Abidjan n'avait survécu que dans le cadre de la mission de paix de l'ONU en Côte d'Ivoire.

« Leur présence est importante pour restructurer nos forces de sécurité »

Jean-Louis Billon,
homme d'affaires ivoirien

L'environnement ivoirien n'était guère favorable. Durant son mandat de onze ans (2000-2011), dont six sans être élu, Laurent Gbagbo déclencha, en 2004, une violente bourrasque antifranaise sur la Côte d'Ivoire, terre d'accueil de dizaines de milliers d'expatriés de l'Hexagone et de millions d'émigrés africains. Le climat s'apaisa progressivement avant de se dégrader de nouveau avec le déclenchement de la crise postélectorale en novembre 2010.

Laurent Gbagbo refusait de reconnaître sa défaite à la présiden-

tielle. Le pays glissa inexorablement vers la guerre civile jusqu'à son épilogue, le 11 avril, signé par son arrestation. Retraqué dans une résidence transformée en bunker, il n'en fut délogé que par le pilonnage des hélicoptères de la force Licorne et l'engagement au sol des soldats français venus appuyer – si ce n'est pousser – les forces républicaines (FRCI) de M. Ouattara.

Signe des temps nouveaux, Paris va envoyer à Abidjan un général pour participer à la réflexion sur la réorganisation des forces de sécurité ivoiriennes. La présence d'un conseiller militaire français dans le cercle rapproché d'Alassane Ouattara, qui en était « demandeur », selon un diplomate français, est un symbole fort dans une ancienne colonie. Et nombre d'Ivoiriens et de Français expatriés demandent maintenant le maintien de militaires français sur le sol ivoirien. « Nous serions très tristes de les voir partir », explique Jean-Louis Billon, l'un des plus puissants hommes d'affaires ivoiriens. « Leur présence est importante pour restructurer nos forces de sécurité », ajoute-t-il.

La crise postélectorale a profondément déstabilisé une institution déjà mal en point. Selon un diplomate en poste à Abidjan, « à la mi-mai, seulement 10 % des militaires et 30 % des gendarmes avaient regagné leur poste ». En attendant, les FRCI, ersatz d'armée davantage portée sur les pillages, rackets et règlements de comptes que sur le

maintien de l'ordre, occupent le terrain. « La ville n'est pas encore sûre, surtout la nuit. Il y a trop d'armes et on ne sait pas sur qui on va tomber au coin de la rue », témoigne Christian Leplat, 64 ans, dont plus de 30 en Côte d'Ivoire.

Le retour des FRCI dans la partie nord du pays d'où elles ont lancé leur offensive fin avril sera une tâche compliquée pour le futur gouvernement, même avec le maintien au poste de premier ministre de Guillaume Soro, ex-porte-parole des Forces nouvelles, les rebelles anti-Gbagbo de 2002 avant qu'ils ne soient rebaptisés FRCI il y a trois mois. « Ils ont constaté que le "marché" à Abidjan est plus juteux que dans le nord », s'inquiète un observateur européen.

La sécurité des biens et des personnes est pourtant un élément central pour le redémarrage d'une économie ivoirienne dont le PIB va plonger de 7 % en 2011. « La présence des soldats français, même sous mandat de l'ONU, rassurerait les investisseurs », estime M. Billon, également président de la chambre de commerce ivoirienne. Un industriel français installé à Abidjan y croit. « La Côte d'Ivoire de demain, dit-il, va renouer avec l'âge d'or des années 1970 », la période dorée du joyau d'Afrique de l'Ouest au temps du père de l'indépendance ivoirienne, Félix Houphouët-Boigny, auquel Alassane Ouattara ne manque jamais de se référer. ■

Christophe Châtelot

Dominique Ouattara, une « première dame » d'influence

BLANCHE, FRANÇAISE, riche et proche de Nicolas Sarkozy : dans une Côte d'Ivoire aux prises avec les démons de l'« ivoirité » et où Paris est accusé de tous les mauvais coups, Dominique Ouattara n'aurait même pas besoin d'être l'épouse du nouveau président ivoirien pour être une cible facile. Partager, depuis deux décennies, la vie du bouc émissaire de la politique ivoirienne n'a rien arrangé. Des épreuves, le couple en a affronté, à la vie, à la mort, jusqu'à ce samedi 21 mai où Alassane et Dominique Ouattara s'installent officiellement au palais présidentiel d'Abidjan. « Elle en rêve, depuis beaucoup plus longtemps que lui », croit savoir un proche qui la voit en « inverse de la très militante Simone Gbagbo : elle, elle ne passe pas sa vie dans les meetings, mais chez le coiffeur ».

En 2000, alors que la candidature de son mari à l'élection présidentielle est invalidée, elle fait l'objet d'une tentative d'enlèvement. Deux ans plus tard, lors de la tentative de coup d'Etat qui vise Laurent Gbagbo, le couple ne survit qu'en escaladant le mur de sa résidence abidjanaise et en s'enfuyant dans le coffre d'une voiture, tandis qu'un blindé en défonce le portail. L'existence de Dominique Folloroux-Ouattara, pas plus que l'histoire franco-ivoirienne dont elle est emblématique, n'a jamais tenu du fleuve tranquille. Coach autoritaire et bling-bling d'un politicien falot selon ses détracteurs, elle est, aux yeux des pro-Ouattara, une bonne fée dont la fortune et le carnet d'adresses ont aidé le nouveau président à traverser d'innombrables épreuves.

Débarquée à Abidjan à 22 ans pour suivre son mari et professeur d'économie, Jean Folloroux, Dominique se retrouve veuve, avec deux enfants, huit ans plus tard, en 1983. Elle quitte l'ONU qui l'emploie pour reprendre une agence immobilière qui prospère parce que le président Félix Houphouët-Boigny en personne lui a confié la gestion de son important patrimoine immobilier.

Réalité ou légende ? Bien des



Dominique Ouattara lors d'un meeting de soutien, en novembre 2010, à la candidature de son mari. VINCENT BOISOT/RIVA PRESS

Ivoiriens sont persuadés que Dominique Folloroux a été la maîtresse du « vieux », dont la mort, en 1993, a précipité le pays dans le chaos. Elle l'a démenti. Mais un télégramme classé « secret » de l'ambassade américaine à Paris, daté de 2005 et révélé en 2010 par WikiLeaks, reprend cette thèse pour expliquer l'inimitié du président Jacques Chirac, très lié au père de l'indépendance ivoirienne, à l'égard d'Alassane Ouattara. Citant un haut diplomate du Quai d'Orsay, le document expliquait la rupture alors effective entre Paris et M. Ouattara par le

fait que M. Chirac avait « désapprouvé » son « mariage à Paris » avec « la femme » de Félix Houphouët-Boigny.

Le couple Ouattara se rencontre alors que l'économiste ivoirien dirige le département « Afrique » du FMI à Washington, au milieu des années 1980, et cherche un gestionnaire pour ses affaires. Dès lors, « les deux ambitions se nourrissent mutuellement », résume un bon observateur ivoirien. Contrairement à la légende, leur mariage, en 1991 n'a pas été célébré à Neuilly par Nicolas Sarkozy, mais à la mairie du 16^e arrondissement

de Paris en présence de l'industriel Martin Bouygues et de Jean-Christophe Mitterrand, alors conseiller Afrique de son père à l'Élysée.

L'amie de Cécilia Sarkozy

Les opposants lui prêtent le pouvoir d'avoir convaincu, en 1990, le président ivoirien de nommer premier ministre son compagnon, choisi en réalité pour faire passer aux Ivoiriens la pilule amère de l'ajustement structurel et des privatisations. Justement, Dominique Folloroux, qui a connu Martin Bouygues dès 1988, le fait rencontrer à son époux qui lui confie la concession de l'électricité. Dès 1994, le couple, à nouveau installé à Washington où Alassane Ouattara est directeur général adjoint du FMI, fréquente aussi Nicolas Sarkozy, alors ministre du budget. Aujourd'hui, Dominique reste l'amie de Cécilia, deuxième épouse du président français, et les Ouattara des familles des Sarkozys.

Dominique Ouattara est l'héroïne d'une success story d'affaires, affichant sa « fierté » de diriger un groupe immobilier de 250 personnes ainsi que Radio Nostalgie Afrique. Son agence d'Abidjan a essaimé avenue Victor-Hugo à Paris (16^e), où elle gère notamment le patrimoine contesté de dirigeants africains, à Cannes et aussi à Libreville (Gabon), où feu le président Omar Bongo avait demandé à M^{me} Ouattara d'ouvrir une succursale. Comme son époux s'y est engagé, elle vient d'annoncer qu'elle abandonnait ses activités immobilières et céda la licence des salons de coiffure Dessange aux Etats-Unis qu'elle avait acquise.

Se contentera-t-elle des activités humanitaires classiques d'une « première dame », qu'elle pratique au sein de sa très mondaine fondation Children of Africa ? Ou sera-t-elle tentée d'afficher, dans un pays confronté à ses déchirures, une autre facette de sa personnalité : une catholique pratiquante, née en Algérie d'une mère juive et mariée à un musulman ivoirien ? ■

Philippe Bernard

Les partis politiques espagnols déroutés par la fronde sociale

Depuis le 15 mai, des milliers de manifestants campent à Madrid pour une « vraie démocratie »

Madrid
Correspondance

Cinq jours. C'est le temps qu'a pris le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, avant de s'exprimer, jeudi 19 mai, sur la mobilisation sociale croissante qui a fait irruption dans une campagne électorale que l'on annonçait terne. Ce délai de réflexion est à la mesure du désarroi qui frappe l'ensemble des responsables politiques espagnols face à l'ampleur prise en moins d'une semaine par un mouvement de protestation contre la crise et pour un système démocratique plus transparent, qui a surpris jusqu'à ses organisateurs.

« Il faut écouter car il y a des raisons expliquant que ce mécontentement et ces critiques s'expriment », a déclaré le chef du gouvernement jeudi devant les caméras de la chaîne Telecinco.

Le 15 mai, des manifestations réclamant une « vraie démocratie » et convoquées dans 50 villes par des internautes avaient rassemblé quelque 130 000 personnes, selon les organisateurs. Ils étaient entre 25 000 et 70 000 manifestants à Madrid. C'est dans la capitale qu'une centaine d'entre eux avait décidé le soir même de camper sur la place de la Puerta del Sol où s'était achevée la manifestation. Jeudi, ils étaient des dizaines de milliers à se regrouper dans des campements improvisés.

Le mouvement a de quoi désarçonner. Sans leaders apparents, il rassemble une multitude de micro-organisations et des milliers de citoyens indépendants autour de revendications multiples – contre la corruption et la collusion entre pouvoirs économiques et politiques, pour le droit à un logement digne et à un emploi... – et la volonté de rendre le système démocratique plus participatif. « Je suis indigné », clame son manifestant.

Sur la place de la Puerta del Sol, jeudi en fin de journée, il est encore plus difficile de se déplacer que la veille. Campeurs, personnes âgées, familles avec enfants, employés de bureaux et touristes désorientés se mêlent dans une foule qui grossit depuis que la police a décidé, mardi à l'aube, de disperser 200 campeurs. L'interdiction de manifester décidée mercredi par le comité électoral (chargé d'assurer la bonne marche des élections municipales et régionales du 22 mai) de Madrid

La mobilisation assombrit les perspectives du PSOE

Si tous les partis politiques espagnols ont été dépassés par l'émergence des mouvements de protestation, ce sont les socialistes (PSOE) au pouvoir depuis 2004 qui ont des raisons d'être les plus inquiets. La majorité progressiste des campeurs représente un vivier potentiel d'électeurs de gauche. Or l'abstention nuit au PSOE bien plus qu'aux conservateurs, qui sont en outre favorisés par le scrutin municipal et régional de dimanche 22 mai. José Luis Rodríguez Zapatero a appelé mercredi au vote « progressiste critique ». « Une grande partie du mécontentement actuel vient du virage opéré par M. Zapatero en mai 2010 lorsqu'il a annoncé des mesures d'austérité touchant à la protection sociale, remarque le politologue Josep Ramoneda. Il a depuis plongé, électoralement, et il était logique qu'une partie de la gauche explose. »

n'y a rien fait non plus. Jeudi soir, toutes les manifestations prévues samedi et dimanche, le jour du scrutin, ont été interdites. Les organisateurs devaient décider en assemblée de la marche à suivre.

« Des personnes âgées ont entendu parler du rassemblement à la télévision et sont venues sur la place nous demander si elles pouvaient participer », témoigne Noelia Moreno, l'une des porte-parole désignés par les campeurs de Madrid. Diplômée en communication audiovisuelle, elle est, à 29 ans, chômeuse depuis trois mois.

C'est l'un des nombreux visages de ceux qui animent un mouvement horizontal, regroupant des participants de tous âges et d'origines diverses. L'un des fondateurs de la plate-forme en ligne Democracia Real Ya (« démocratie réelle tout de suite », DRY), Fabio Gandara, est un architecte au chômage de 26 ans. Parmi les 500 organisations qui ont rallié la plate-forme, on compte aussi l'Association des chômeurs espagnols, menée par Luis Fernandez, 45 ans, qui vit dans un petit bourg de la sierra madrilène, ainsi que la plate-forme des familles ne pouvant plus rembourser leurs prêts immobiliers.

Comme en Tunisie et en Egypte, les réseaux sociaux et Internet jouent un grand rôle dans cette nouvelle forme d'organisation

Certains chroniqueurs déconcertés par ce mouvement flou veulent voir la main de la gauche de la gauche, le parti Izquierda Unida (écologiste-communiste), derrière les rassemblements. D'autres n'hésitent pas à affirmer, dans les médias espagnols les plus marqués à droite, que de nombreux manifestants « sont en contact régulier avec [l'organisation indépendantiste basque] ETA », voire même que les manifestations ont été conçues par le ministre de l'intérieur socialiste, Alfredo Perez Rubalcaba, afin d'empêcher la victoire annoncée des conservateurs aux élections de dimanche.

« Nous n'allons laisser aucun parti politique s'approprier notre discours ni la plate-forme », s'indigne Jon Aguirre Such, porte-parole de DRY. Selon cet étudiant en architecture de 26 ans, l'organisation concentrique du mouvement de protestation « reflète tout à fait les nouvelles structures sociales du XXI^e siècle ». « Les politiques, et du même coup les médias traditionnels, sont ancrés dans des schémas obsolètes qui étaient valides aux XIX^e et XX^e siècles et qui nous ont notamment permis, en Espagne, de vivre la transition démocratique. Mais l'heure est à une évolution vers une démocratie plus participative », explique-t-il.

Comme on a pu le voir dans les révoltes tunisienne et égyptienne, les réseaux sociaux et Internet jouent un rôle fondamental dans cette nouvelle forme d'organisation. Les premiers membres de DRY se sont ainsi d'abord rencontrés sur Internet et c'est en ligne qu'ils ont commencé à mobiliser pour leur manifestation du 15 mai. Avant de passer du virtuel au monde réel pour se lancer dans les traditionnelles collectes et soirées payantes qui leur ont permis de réunir les quelques centaines d'euros dont ils ont eu besoin pour imprimer les affiches et les autocollants annonçant la mobilisation. – (Intérim.) ■